

## Chapitre 2

# Qu'est-ce qui sépare les générations ? Le point de vue d'un pays du Sud

*Magda Nico*

### Les jeunes, la société et la crise

**O**n sait depuis longtemps, grâce à des études longitudinales, que le fait de vivre l'expérience de la pauvreté au cours de l'enfance a des effets de longue durée ; une fois la période de pénurie passée, ces effets peuvent accompagner le sujet pendant de longues années, voire toute sa vie, et se transmettre à ses descendants (Elder, 1974 ; OIT, 2012). C'est ainsi que la crise économique de 1929 a généré des sentiments d'insécurité, une peur du chômage et de la famine, et un sentiment général d'impuissance individuelle et collective face au destin. L'expérience de la pauvreté a des effets négatifs concrets, notamment dans l'accès aux possibilités d'évolution de l'individu, mais elle se manifeste aussi dans les modes de vie, dans les stratégies d'éducation, dans la parentalité et dans les valeurs et identités sociales de générations entières. Cette prise en compte de la dimension temps pourra nous aider à appréhender la situation des jeunes et des jeunes adultes d'aujourd'hui en ayant à l'esprit les conséquences futures de la crise actuelle, notamment dans les pays européens qui connaissent les plus graves difficultés économiques.

L'absence générale de perspectives qui sévit actuellement dans les pays les plus touchés par la crise compromet gravement l'accomplissement des objectifs de l'Union européenne et de ses Etats membres, lesquels, dans la stratégie de croissance « Europe 2020 », ont l'ambition de former « une économie intelligente, durable et inclusive », capable d'assurer « des niveaux élevés d'emploi, de productivité et de cohésion sociale ». La participation active des jeunes est une condition absolument fondamentale à la réussite d'un tel projet. Or, les stratégies européennes qui sont souhaitées et appliquées par ces pays sont potentiellement contre-productives. Force est de constater que la crise économique et l'exclusion sociale frappent particulièrement durement des centaines de milliers de jeunes et leurs familles. Les jeunes s'inscrivent dans une « équation domestique » ;

si l'on considère que tout se tient et que chaque génération dépend des décisions prises et des événements survenus dans les vies d'autres générations (Elder, 1994, p. 6), il apparaît que la crise économique et sociale qui touche particulièrement les jeunes est une « affaire de famille » (Derosas, 2004). Le contexte domestique doit ainsi être pris en compte. Les jeunes subissent les effets directs et indirects de nouvelles formes d'inégalité sociale, de la reproduction de schémas sociaux et de mécanismes de perpétuation de la pauvreté, qui revêtent aujourd'hui des formes moins visibles mais plus globales que par le passé. L'absence de mobilité sociale et la détérioration qualitative des conditions de vie font peser sur leur avenir des menaces multiples et complexes, qui restent à identifier.

Le fait de subir une crise économique et sociale (voire générationnelle) de dimension transversale et historique peut transformer et dévier le cours de la vie de générations entières. Ce constat doit guider notre réflexion sur l'avenir des jeunes et des jeunes adultes dans les pays les plus touchés par la crise en Europe – le Portugal, l'Espagne, la Grèce et l'Irlande. Il nous donne aussi des motifs d'inquiétude et de pessimisme, compte tenu du taux de chômage, du nombre de candidats à l'émigration (au Portugal par exemple), de l'augmentation des inégalités sociales, des coupes dans les budgets de l'éducation, de la science et des droits sociaux (droits que certains appellent, à tort, « providence »), de la baisse de la fécondité, du déséquilibre croissant des systèmes de sécurité sociale, etc.

### **La sociologie des jeunes, les changements sociaux et le cas du Portugal**

Les études sur les jeunes en général, et celles relevant de la sociologie en particulier, cherchent généralement à concilier les approches fondées sur les classes sociales et les approches générationnelles dans l'analyse des parcours professionnels, des conditions de vie et des milieux sociaux des jeunes adultes ; certaines études écartent l'une ou l'autre approche pour mieux cerner tel aspect scientifique, approfondir tel argument, établir telles statistiques, ou encore pour tenir compte de spécificités nationales ou, précisément, générationnelles. L'approche « classiste » considère que les différences de statut et de classe sociale sont plus pertinentes et politiquement déterminantes, même à l'intérieur d'une cohorte ou unité générationnelle, que les différences entre générations. L'approche générationnelle considère que l'étude des disparités sociales au sein d'une même cohorte doit toujours s'accompagner de comparaisons entre les générations pour établir la chronologie des changements sociaux.

D'un côté, le fait d'agréger, sur la seule base de leur date de naissance, des personnes présentant de grandes différences sociales, idéologiques et professionnelles est discutable sur le plan scientifique, dans la mesure où cela fait abstraction des inégalités sociales et de l'hétérogénéité interne de la cohorte (Nunes, 1998). De l'autre, il n'est guère prudent de limiter l'étude sociologique des jeunes à une interprétation des faits immédiats, sans relativisme historique et sans volonté d'appréhender les changements sociaux par le biais d'une mesure concrète des fluctuations et évolutions des indicateurs clés de la période de transition vers l'âge adulte, qui se caractérise

par une grande densité d'événements pouvant influencer le cours de la vie (Rindfuss, 1991). La notion de génération peut aussi, au sens large, servir d'unité chronologique. Ces difficultés conceptuelles et théoriques (Mannheim, 1952) ne doivent pas nous retenir, nous autres sociologues de la jeunesse, d'utiliser la notion de génération pour étudier les changements sociaux, notamment à une époque où les leçons du passé peuvent nous éclairer sur les conséquences futures de la conjoncture économique et politique actuelle.

En outre, la crise économique que traversent actuellement le Portugal et d'autres pays peut être considérée comme une crise nationale d'une gravité telle qu'elle bouscule les modes de vie ordinaires et crée une nouvelle expérience collective (Elder, 1974) ; face à ce phénomène, les objections analytiques à l'approche « classiste » et à l'approche générationnelle peuvent se révéler contre-productives. Pour illustrer ce propos, nous considérerons à titre d'exemple les deux manifestations les plus importantes qui ont eu lieu au Portugal ces dernières années. L'une s'est tenue en 2011, l'autre en 2012 ; elles ont été organisées non par des partis politiques ou des syndicats, mais par la société civile en réaction à la crise et à la politique de crise du gouvernement.



Figure 1 : Affiche appelant à la manifestation du 12 mars 2011.

L'expression *geração à rasca* (génération précaire, fauchée) est apparue en réaction à l'expression *geração rasca*, phonétiquement proche mais au sens très différent (génération vulgaire, minable), employée en 1994 par un responsable politique, également journaliste, pour commenter des événements qui s'étaient produits en marge d'une manifestation d'étudiants contre la réforme du système éducatif. Le camp adverse avait rapidement lancé l'expression *geração à rasca* pour illustrer l'idée d'une génération pour laquelle la mobilité sociale, fondée sur l'égalité et le mérite, était en péril. L'analogie avec la situation des jeunes adultes en 2011 apparaît clairement (figure 1).

C'est ainsi qu'un mouvement de mobilisation à caractère générationnel (la cohorte mentionnée plus haut étant alors âgée de 20 à 30 ans environ) a donné lieu à la manifestation la plus importante, par son retentissement et par le nombre de participants, de l'histoire récente du Portugal. Le train de mesures « anticrise » du Fonds monétaire international (FMI) et de la *troïka* n'avait pas encore été mis en œuvre. La mobilisation a débuté sur Facebook et d'autres réseaux sociaux avant d'être relayée par les médias traditionnels. Le 12 mars, plus de 200 000 personnes sont descendues dans la rue, principalement à Lisbonne et à Porto. Elles appartenaient à toutes les cohortes : personnes âgées, adultes, jeunes et enfants. Tandis qu'à l'origine la mobilisation s'adressait à une cohorte précise – la *geração à rasca* –, les manifestants ont montré que, en réalité, les vies des uns et des autres sont liées et que les différences entre générations sont mises de côté lorsqu'il s'agit de défendre l'avenir et la survie des plus jeunes. Ce rassemblement pacifique, spontané, populaire et massif restera gravé dans l'histoire du Portugal comme un exemple de solidarité intergénérationnelle.



Figure 2 : Affiche appelant à la manifestation du 15 septembre 2013

Notre deuxième exemple est celui des manifestations – également populaires et massives – qui ont eu lieu le 15 septembre 2013 dans 33 villes du Portugal (et dans d'autres pays à travers l'Europe) : là aussi, le fait de subir collectivement une période de crise économique a fait entrer en jeu des catégories sociales qui, dans d'autres circonstances, ne présenteraient pas d'intérêt scientifique ou argumentatif pour les sociologues (figure 2). Cet événement montre l'intérêt de l'approche « classiste » dans l'étude de la jeunesse et du changement social. Plus de 500 000 personnes (soit environ 5 % de la population totale du Portugal, mineurs compris), appartenant à des catégories sociales et à des générations diverses, ont manifesté contre les politiques adoptées par le gouvernement pour, selon lui, répondre aux objectifs et aux attentes de la troïka et du FMI. Ces différents groupes s'exprimaient pour défendre leur point de vue, mais aussi et même surtout au nom les uns des autres. Un mouvement qui transcende le clivage gauche/droite s'est ainsi formé en réaction à ce qui est perçu comme des changements sociaux imposés au Portugal. L'augmentation visible des inégalités sociales, tant par l'appauvrissement de la population dans son ensemble que par l'absence de protection des groupes les plus exposés à l'exclusion sociale, notamment les jeunes, est un motif de contestation qui fait consensus. Cela s'explique en partie par le fait que la quasi-totalité des familles sont touchées, de différentes manières selon les générations présentes dans les familles, et notamment si celles-ci comptent des personnes jeunes, sans qualification, pauvres, âgées, socialement exclues ou, plus généralement, des personnes vulnérables. L'approche générationnelle et l'approche « classiste » sont toutes deux nécessaires pour comprendre la situation actuelle et future des jeunes dans les pays où, comme au Portugal, l'avenir de cette génération n'est plus assuré.

### Le fossé les générations : discontinuité ou conflit ?

Le mot « génération » peut prendre différentes significations et prête à confusion. Le « fossé entre les générations » était une notion très répandue dans les années 1960 et jusque dans les années 1980 pour exprimer l'idée selon laquelle, en raison de l'évolution extrêmement rapide de la société, les valeurs et les comportements des enfants étaient éloignés de ceux de leurs parents. Cela permet d'expliquer l'incompréhension des adultes à l'égard de la culture ou « subculture » (musique, valeurs sociales, préférences esthétiques, comportements) des jeunes. L'utilisation de cette expression est devenue moins fréquente à mesure que le fossé est devenu moins profond. Sur le plan des valeurs sociales – domaine où la compréhension intergénérationnelle est la plus difficile –, les jeunes ne sont en effet plus aussi éloignés des adultes qu'ils ne l'étaient par le passé (Smith, 2005). L'écart semble toutefois être plus important dans les pays, comme le Portugal, où les changements

sociaux ont été plus marqués et plus rapides (Torres et Lapa, 2010). Or, même dans ces circonstances, la notion aujourd'hui très répandue de « conflit entre les générations » n'a pas lieu d'être : la manifestation du 12 mars 2011 et les points de vue exprimés à cette occasion le prouvent. Le « fossé » exprime la disparité entre les valeurs des parents et celles des jeunes, source d'incompréhension (qui peut conduire au conflit). Le « conflit », en revanche, signifie que les valeurs des parents et celles des jeunes sont contraires, opposées. Cela ne semble pas être le cas, même dans un pays comme le Portugal où la notion de conflit entre les générations est utilisée de façon récurrente dans les milieux scientifiques et, plus insidieusement, par les responsables politiques.

Il s'est produit une rupture, entre la génération des parents et celle des enfants, dans le modèle de trajectoire sociale et de mobilité. Selon le modèle qui prévalait depuis la révolution et la fin de la dictature, le passage à l'âge adulte s'inscrivait dans un scénario de croissance économique où les mécanismes de mobilité sociale avaient le mérite d'être clairement définis, même s'ils n'étaient pas accessibles à tous. Les parents et leurs enfants souscrivaient au principe d'une société méritocratique fondée sur l'éthique du travail et sur l'effort – fourni soit directement sur le marché de l'emploi, soit, pour les plus favorisés, après un long investissement dans la formation et la qualification. Dans ce scénario, les inégalités sociales ne peuvent jamais être totalement éliminées, mais il est possible de les surmonter. Aujourd'hui, toutefois, l'idéal méritocratique semble s'éloigner plutôt que se rapprocher ; il y a bien rupture, mais non conflit, entre les générations.

Le déclin du paradigme méritocratique s'explique en partie par les bouleversements sociaux que le Portugal a connus au cours des cinquante à soixante dernières années. En 1960, presque 40 % de la population était analphabète, tandis qu'en 2010 les diplômés de l'enseignement supérieur étaient plus nombreux que les personnes sans aucune qualification (11,8 % contre 10,3 %, selon les chiffres de l'Agence statistique nationale). Le taux de religiosité des cohortes de 1931 à 1950 s'élève à 6,5 sur une échelle de 1 à 10, tandis que celui des cohortes de 1971 à 1992 est de 5 (selon les chiffres de l'enquête sociale européenne ESS, 2006). La légalisation de l'avortement et du mariage homosexuel, au cours de la décennie passée, témoigne également de la perte d'influence de l'Eglise catholique dans le domaine social et culturel. Entre 1980 et 2011, la part de marché des appartements en location – plus adaptés aux formes de vie conjugale hors mariage et à la mobilité géographique, caractéristiques de la période de transition vers l'âge adulte – a diminué de plus de la moitié, passant de 44 % à 20 % (Agence statistique nationale). La transition démocratique et démographique, la « révolution éducative », la démocratisation massive de l'enseignement supérieur, la mondialisation et la croissance du secteur tertiaire sont autant de facteurs qui ont contribué à rendre l'actuelle génération de jeunes et de jeunes adultes la plus qualifiée de l'histoire du pays.

Ayant ainsi formé, avec le soutien moral et financier des familles, une génération hautement qualifiée, le Portugal doit aujourd'hui se demander comment tirer le meilleur parti possible de ses potentialités dans la situation actuelle. Les récentes politiques et tendances ne semblent pas s'orienter vers une mobilisation des jeunes cerveaux à l'intérieur du pays. En témoignent notamment les désavantages considérables et généralisés qui sont infligés aux jeunes sur le marché de l'emploi (tels qu'un niveau

de protection inférieur), les politiques de jeunesse, ainsi que les chiffres du chômage et de la migration (nous y reviendrons dans la section suivante). De fait, l'enquête sur l'emploi de l'Organisation internationale du travail et d'autres travaux montrent que les jeunes sont particulièrement, et de plus en plus, exposés à des conditions de travail précaires, au chômage et au travail au noir sans protection. A l'échelle d'une trajectoire individuelle, le début de carrière, c'est-à-dire le moment (ou les moments) où l'on prend pied sur le marché de l'emploi, est souvent l'une des périodes les plus difficiles de toute la vie professionnelle. L'âge « jeune adulte » est donc une période où l'on est particulièrement exposé à la précarité pour des raisons intrinsèques. A l'échelle de l'économie nationale, les jeunes adultes arrivent aujourd'hui sur un marché de l'emploi en récession et sont ainsi doublement pénalisés. De surcroît, la récession ne frappe pas tous les pays européens avec la même force. Dans les pays d'Europe du Sud, des désavantages structurels tels que le niveau de protection inférieur des jeunes s'ajoutent à l'aléa historique de la récession.

Il ressort d'une étude des systèmes de transition de la jeunesse vers l'âge adulte dans les pays européens que le Portugal fait partie des pays dans lesquels les jeunes sont les plus désavantagés (Walther, 2006). L'Italie, l'Espagne et le Portugal appartiennent à la catégorie des régimes « sous-protecteurs »<sup>1</sup>. Les autres catégories se composent du Danemark et de la Suède (régime de transition universaliste)<sup>2</sup>, de l'Allemagne, de la France et des Pays-Bas (régime de transition centré sur l'emploi)<sup>3</sup>, et du Royaume-Uni et de l'Irlande (régime de transition libéral)<sup>4</sup>. Cette situation était antérieure à la crise, qui n'a fait que l'aggraver.

En Espagne, en Italie et au Portugal, les jeunes cumulent donc des désavantages structurels et des désavantages conjoncturels ; c'est pourquoi il est urgent de se pencher sur leur situation, aux niveaux politique, national et européen.

## La politique et la jeunesse

Les points de vue exprimés et les mesures adoptées par les responsables des politiques de jeunesse peuvent, dans certains cas, consolider voire aggraver les problèmes des jeunes liés à la dynamique générationnelle et au contexte historique. C'est ainsi qu'en 2012 le secrétaire d'Etat à la Jeunesse et aux Sports du Portugal a défendu l'idée selon laquelle l'émigration serait une solution prometteuse face à l'augmentation

1. Caractérisés par un système scolaire non sélectif, une formation peu développée et de faible niveau, une sécurité sociale basée sur le soutien familial, et des régimes d'emploi fermés, informels, à risque élevé (Walther, 2006, p. 126).
2. Caractérisé par un système scolaire non sélectif, une formation présentant des niveaux flexibles, une sécurité sociale basée sur l'Etat, des régimes d'emploi ouverts et à risque réduit, et une conception de la jeunesse fondée sur l'épanouissement personnel et la citoyenneté (Walther, 2006, p. 126).
3. Caractérisé par un système scolaire sélectif, une formation à niveau standardisé, une sécurité sociale basée sur l'Etat et le soutien familial, des régimes d'emploi fermés et à risque pour les populations vulnérables, et une conception de la jeunesse fondée sur l'adaptation au statut social (Walther, 2006, p. 126).
4. Caractérisé par un système scolaire non sélectif, une formation présentant des niveaux flexibles et peu élevés, une sécurité sociale basée sur l'Etat et le soutien familial, des régimes d'emploi ouverts et à risque élevé, et une conception de la jeunesse fondée sur une autonomie financière précoce (Walther, 2006, p. 126).

du chômage des jeunes. Il fondait cette réflexion sur son point de vue personnel à l'égard des jeunes, estimant que ceux-ci devraient quitter leur « zone de confort » (c'est-à-dire le domicile parental) pour s'installer dans des régions offrant davantage d'emplois. Dans cette conception, le fait d'être au chômage est à mettre sur le compte de l'apathie des jeunes et le fait de trouver du travail est une question de dynamisme personnel. Cette opinion ressort également de nombreuses déclarations émanant de hauts responsables gouvernementaux, qui ont encouragé les jeunes à abandonner toute idée de rester dans leur pays pour se rendre dans des régions mieux pourvues en emplois. Les spécialistes s'accordent à considérer que de tels propos, conjugués à la situation concrète dans le pays, vont entraîner des flux migratoires radicalement différents de ceux des années 1960 et 1970 et auront de très lourdes conséquences pour l'avenir du pays à long terme.

En exprimant ces idées simplistes sur le lien entre le chômage et la jeunesse, les responsables portugais ne font pas seulement des déclarations audacieuses (et fallacieuses) sur les rapports entre la dimension structurelle et la dimension personnelle, ils reproduisent aussi une conception stéréotypée du contexte culturel dans les pays d'Europe du Sud. La jeunesse portugaise est, au même titre que celle d'autres pays, un bouc émissaire facile à désigner à l'aide de comparaisons généralistes et nationales faussées, souvent fournies par des travaux universitaires. Une « personnalité générationnelle » supposée est fréquemment invoquée pour justifier des mesures politiques visant la période de transition à l'âge adulte. Dans de telles conditions, il est difficile de concevoir des politiques de jeunesse efficaces, si tant est que l'on ait conscience de leur importance.

Les conséquences de cet état d'esprit s'observent, entre autres, dans le rapport de 2012 de l'Organisation internationale du travail. Tandis que de nombreux pays européens et d'Amérique du Sud ont réagi à l'augmentation du chômage en s'efforçant d'éliminer les obstacles à la croissance, de rapprocher l'offre et la demande sur le marché du travail, ou d'élargir le système de protection sociale, le Portugal s'est globalement contenté de prendre des mesures de soutien en faveur des « jeunes entrepreneurs » (OIT, 2012). À l'évidence, ces mesures ne sont pas également accessibles à toutes les catégories sociales au sein de la population jeune, et le marché n'est pas encore prêt à absorber de nouvelles entreprises à un rythme aussi soutenu – au mois d'octobre 2012, on comptait 50 faillites par jour au Portugal.

On ne peut que regretter l'absence totale de politiques cherchant à exploiter pleinement les potentialités indiscutables des jeunes adultes hautement qualifiés, alors même que ceux-ci pourraient aider le pays à surmonter la situation difficile dans laquelle il se trouve, car ils possèdent des compétences de haut niveau, ils sont dans l'âge de la fécondité (dont dépend la pérennité du système de sécurité sociale), et ils pourraient démultiplier la productivité du travail, non par crainte des licenciements mais par conviction que des bénéfices individuels et collectifs en découleraient. À l'opposé de ces perspectives, l'année 2012 a été marquée, comme le seront les suivantes, par l'émigration. La génération la plus qualifiée de l'histoire du Portugal apporte ses compétences à la croissance d'autres pays, et tout porte à croire que cette tendance se maintiendra. À la différence de ceux des années 1960, les migrants d'aujourd'hui sont hautement qualifiés et ne transfèrent pas massivement leur salaire au Portugal. En 2012, 65 000 jeunes adultes, âgés pour la plupart de 25 à 34 ans,

ont quitté le pays. Cette perte de personnel qualifié inquiète également le Fonds monétaire international, qui a invité le Gouvernement portugais à réfléchir aux effets négatifs et irréversibles de cette « discontinuité générationnelle » pour le rétablissement du pays. Tandis que le destin des jeunes Portugais d'aujourd'hui semble être de devenir citoyens du monde, le destin du Portugal, si le gouvernement continue d'ignorer le problème, pourrait bien être de voir son économie nationale privée à jamais des éléments les plus qualifiés et les plus dynamiques parmi les jeunes et les jeunes familles. Pour le Portugal comme pour d'autres pays dans la même situation, le début du XXI<sup>e</sup> siècle sera marqué par une discontinuité générationnelle et par la formation d'une diaspora née sous la contrainte.

## Remarques finales

L'analyse générationnelle offre des concepts et des méthodes qui permettent d'étendre l'étude de la situation sociale des jeunes au-delà du court terme et du contexte local. Une telle démarche fait apparaître la nécessité urgente de promouvoir des politiques de jeunesse qui s'inscrivent dans le long terme et d'adopter des approches structurelles, cohérentes et intégrées au niveau européen. D'une part, la stratégie de croissance « Europe 2020 » ne pourra être mise en œuvre sans la participation des jeunes, notamment pour ce qui est de l'objectif d'assurer « des niveaux élevés d'emploi, de productivité et de cohésion sociale ». D'autre part, l'augmentation du chômage et de la mobilité géographique des jeunes (ces deux facteurs allant de pair), notamment dans les pays les plus durement touchés par la crise, doit être prise en compte de manière concrète et urgente par les politiques européennes relatives à la mobilité, aux migrations et à la démographie des jeunes. Enfin, il est nécessaire de renforcer et de financer les recherches sur les changements sociaux induits par les nouvelles formes de mobilité et par la discontinuité générationnelle. Les jeunes sont les protagonistes du changement ; il est important de connaître leurs trajectoires et leurs motivations pour prévoir et comprendre l'évolution de nos sociétés, et pour établir les bases scientifiques qui permettront de prendre des décisions et d'élaborer des politiques.

L'étude des changements sociaux peut servir à mieux comprendre la situation des jeunes, mais aussi à concevoir et à promouvoir des politiques de jeunesse intégrées et axées sur le long terme. Pour atteindre cet objectif, il faut, premièrement, promouvoir la recherche sur les jeunes, de préférence sur la base d'études longitudinales. Il est nécessaire de collecter, de réunir et d'interpréter des données (qualitatives ou quantitatives) sur les conditions de vie et les trajectoires des jeunes pour pouvoir élaborer des politiques de jeunesse fondées sur les faits et pour évaluer l'impact de la crise économique actuelle. Deuxièmement, il faut recenser les nouvelles formes de mobilité et de migration parmi les jeunes et veiller, à l'aide de programmes et de politiques ciblées, à ce qu'elles ne favorisent pas l'exclusion sociale et l'inégalité. Il convient de renforcer les mécanismes favorisant la mobilité dans toute l'Europe et de faire connaître les bénéfices du travail des jeunes dans les pays d'origine comme dans les pays de destination. Troisièmement, il faut soumettre les politiques nationales à un examen portant également sur les politiques de jeunesse et sur le message véhiculé par les responsables politiques et par les médias au sujet des jeunes et de leur participation à la société civile et au marché de l'emploi.

## Bibliographie

Derosas R., « A family affair. Marriage, mobility, and living arrangements in nineteenth-century Venice, 1850-1869 », in F. van Poppel, M. Oris et J. Lee (dir.), *The road to independence. Leaving home in Western and Eastern societies, 16th-20th centuries*, Peter Lang European Academic Publishers, Berne, 2004.

Elder G. H., *Children of the Great Depression*, Chicago Press, Chicago, 1974.

Elder G. H., « Time, Human Agency, and Social Change: Perspectives on the Life Course », *Social Psychology Quarterly*, vol. 57 (1), 1994, p. 4-15.

European Social Survey, 2006 : [www.europeansocialsurvey.org/](http://www.europeansocialsurvey.org/).

Mannheim K., « The problem of generations », in K. Mannheim (dir.), *Essays on the sociology of knowledge* [1923], RKP, Londres, 1952.

Nunes J. S., « Perfis Sociais Juvenis », in J. M. Pais, (dir.), M. V. Cabral, *Jovens Portugueses de Hoje*, Secretaria de Estado da Juventude, Lisbonne (Portugal), 1998.

OIT (Organisation internationale du travail), *Global employment trends for youth 2012*, International Labour Office, OIT, Genève, mai 2012.

Rindfuss R. R., « The young adult years : diversity, structural change and fertility », *Demography*, vol. 28 (4), 1991, p. 493-512.

Smith T., « Generation gaps in attitudes and values from the 1970s to the 1990s », in R. A. Settersten Jr., F. F. Furstenberg Jr. et R. G. Rumbaut (dir.), *On the frontier of adulthood*, Chicago Press, Chicago, 2005.

Statistics Portugal : [www.ine.pt/xportal/xmain?xpid=INE&xpgid=ine\\_main&xlang=en](http://www.ine.pt/xportal/xmain?xpid=INE&xpgid=ine_main&xlang=en).

Torres A. et Lapa T., « Família e jóvenes en Europa. Convergencia e diversidad », *Revista de Estúdio de Juvend*, Instituto de la Juventud, Madrid (Espagne), 2010.

Walther A., « Regimes of youth transitions. Choice, flexibility and security in young people's experiences across different European contexts », *Young*, vol. 14 (2), 2006, p. 119-139.

